



RÉPONSE À LA PÉTITION

Préparer en anglais et en français en indiquant 'Texte original' ou 'Traduction'

N^o DE LA PÉTITION : **421-03054**

DE : **M. MCKINNON (COQUITLAM-PORT COQUITLAM)**

DATE : **LE 7 DÉCEMBRE 2018**

INSCRIRE LE NOM DU SIGNATAIRE : **SIGNÉ PAR L'HONORABLE CHRYSTIA FREELAND**

Réponse de la ministre des Affaires étrangères

SIGNATURE

Ministre ou secrétaire parlementaire

OBJET

CAMBODGE

TRADUCTION

RÉPONSE

La promotion et la protection des droits de la personne, de la démocratie et de l'état de droit font partie intégrante des relations bilatérales entre le Canada et le Cambodge.

Le Canada est vivement préoccupé par les mesures antidémocratiques prises par le gouvernement du Cambodge. La dissolution du Parti du sauvetage national du Cambodge en novembre 2017 par la Cour suprême et l'arrestation du chef du parti constituent une tentative délibérée de restreindre les opinions politiques dissidentes, et le ciblage des médias et des organisations non gouvernementales fait preuve du mépris croissant du gouvernement envers le processus démocratique.

Face à ces mesures troublantes, Affaires mondiales Canada a émis une déclaration le 29 juillet 2018 au jour des élections générales afin de demander la libération du chef du parti d'opposition, Kem Sokha. Le Canada a exprimé sa profonde inquiétude quant à ces élections non démocratiques, notant que la campagne électorale était largement reconnue comme ayant été assombrie par l'intimidation des électeurs et la manipulation des urnes.

Le 9 septembre 2018, Kem Sokha a été libéré sous caution après un an de détention, sous réserve de conditions équivalentes à une assignation à domicile et ne permettant des communications que très restreintes.

Après cette libération, le gouvernement du Canada a publié un communiqué le 10 septembre 2018 pour reconnaître la libération de M. Kem Sokha et demander à ce que soient retirées les accusations arbitraires et sans fondement qui ont été portées contre lui. Les représentants du Canada ont également exhorté le gouvernement du Cambodge à rétablir le Parti du sauvetage national et à tenir des élections libres et justes.

Le Canada continuera de soulever ces enjeux auprès du Cambodge à tous les échelons, ainsi que de plaider pour l'acquittement de Kem Sokha et la levée des interdictions imposées contre 118 membres de haut niveau du Parti du sauvetage nationale du Cambodge.

Notre gouvernement demeure déterminé à promouvoir la justice et le respect des droits de la personne à l'échelle internationale, ainsi qu'à lutter contre la corruption, incluant au Cambodge.